



CHAPITRE 84

Loi du régime des eaux

CHAPTER 84

Watercourses Act

Exécution.

1. Sauf les dispositions spéciales à ce contraire, le ministre des richesses naturelles est chargé de l'exécution de la présente loi. S. R. 1941, c. 98, a. 2; 9 Geo. VI, c. 32, a. 4.

1. Saving any special provision to the contrary, the Minister of Natural Resources shall have charge of the carrying out of this act. R. S. 1941, c. 98, s. 2; 9 Geo. VI, c. 32, s. 4. Carrying out of act.

SECTION I

DIVISION I

DE L'ALIÉNATION DU LIT ET DES RIVES DES COURS D'EAU ET DE LA MER

ALIENATION OF THE BED AND BANKS OF WATERCOURSES AND OF THE SEA

Aliénation avant 1916.

2. Il a toujours été loisible, avant le 16 mars 1916, quel qu'ait été le régime de gouvernement en vigueur, à l'autorité ayant le contrôle et l'administration des terres publiques dans le territoire qui forme maintenant la province de Québec ou dans toute partie de ce territoire, d'aliéner ou de donner à bail, pour l'étendue jugée à propos, les lits et les rives des fleuves, rivières et lacs navigables et flottables et les lits, rivages, lais et relais de la mer, compris dans ledit territoire et faisant partie du domaine public.

2. It has always been lawful, before the 16th of March, 1916, whatever may have been the system of Government in force, for the authority which has had the control and administration of public lands in the territory now forming the Province of Quebec, or any part thereof, to alienate or lease to such extent as was deemed advisable, the beds and banks of navigable rivers and lakes, the bed of the sea, the sea-shore and lands reclaimed from the sea, comprised within the said territory and forming part of the public domain. Aliénation, etc., before 1916.

Depuis 1916.

Depuis le 16 mars 1916, toute aliénation ou tout bail d'un ou de plusieurs des biens mentionnés dans l'alinéa précédent ne peut être fait qu'avec l'autorisation expresse du lieutenant-gouverneur en conseil et qu'aux conditions et restrictions qu'il indique. S. R. 1941, c. 98, a. 3 (*partie*).

From and after the 16th of March, 1916, every alienation or lease of one or more of the properties mentioned in the foregoing paragraph may be effected solely with the express authorization of the Lieutenant-Governor in Council, and on such conditions and under such restrictions as he may determine. R. S. 1941, c. 98, s. 3 (*part*). After 1916.

Vente, etc., prohibée.

3. Toute vente, cession ou aliénation définitive de force hydraulique faisant partie du domaine public et possédant une puissance naturelle de trois cents chevaux

3. Any sale, transfer or definitive alienation of hydraulic power forming part of the public domain and having a natural force of three hundred horsepower or over Sale, etc., prohibited.

ou plus au débit ordinaire de six mois est prohibée.

Bail par loi.

Aucun bail, ni aucune location d'une force hydraulique visée à l'alinéa précédent ne peut être faite ou consentie autrement qu'en vertu d'une nouvelle loi de la Législature autorisant, dans chaque cas, un tel bail ou une telle location.

Exception

Toutefois, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions et pour le temps qu'il juge à propos de déterminer, bailler ou louer à une corporation municipale, à une coopérative d'électricité formée en vertu de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48) ou à la Commission hydroélectrique de Québec toute force hydraulique faisant partie du domaine public. S. R. 1941, c. 98, a. 3 (*partie*); 4-5 Eliz. II, c. 27, a. 1.

at its ordinary flow during six months is prohibited.

No lease or letting of any hydraulic power contemplated in the preceding paragraph shall be made or granted otherwise than under a new act of the Legislature authorizing, in each case, one such lease or letting. Lease by act.

However, the Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions and for such time as he may deem expedient to determine, lease or let to a municipal corporation, to an electricity cooperative formed under the Rural Electrification Act (9 George VI, Chapter 48) or to the Quebec Hydro-Electric Commission any hydraulic power forming part of the public domain. R. S. 1941, c. 98, s. 3 (*part*); 4-5 Eliz. II, c. 27, s. 1. Exception

SECTION II

DU DROIT D'ACTION DU LOCATAIRE

Droit du locataire.

4. Le bail consenti en vertu des dispositions de la présente loi confère au locataire le droit de prendre possession des terrains qui y sont décrits et d'intenter, en son propre nom, toute action ou poursuite contre celui qui les possède illégalement ou contre celui qui y commet des empiétements, et de recouvrer tous les dommages qu'il peut avoir soufferts. S. R. 1941, c. 98, a. 4.

DIVISION II

RIGHT OF ACTION OF LESSEE

4. The lease granted under the provisions of this act shall entitle the lessee to take possession of the lands described therein and, in his own name, to institute any action or suit against the person possessing same illegally or against any one trespassing, and to recover all the damages which he may have suffered. R. S. 1941, c. 98, s. 4. Right of lessee.

SECTION III

DU DROIT D'EXPLOITATION DES COURS D'EAU PAR LES PROPRIÉTAIRES RIVERAINS

Propriétaires riverains.

5. Tout propriétaire est autorisé à utiliser et exploiter les cours d'eau qui bordent, longent ou traversent sa propriété, à y construire et établir des usines, moulins, manufactures et machines de toute espèce, et, pour cette fin, y faire et pratiquer toutes les opérations nécessaires à leur fonctionnement, telles que canaux, écluses, murs, chaussées, digues et autres travaux semblables. S. R. 1941, c. 98, a. 5.

DIVISION III

RIGHT OF RIPARIAN OWNERS TO IMPROVE WATERCOURSES

5. Every owner of land may improve any watercourse bordering upon, running along or passing across his property, and may turn the same to account by the construction of mills, manufactories, works and machinery of all kinds, and for such purpose may erect and construct, in and about such watercourse, all the works necessary for its efficient working, such as flood-gates, flumes, embankments, dams, dykes and the like. R. S. 1941, c. 98, s. 5. Riparian owners.

Écluses, etc.

6. 1. Nuls canaux, écluses, murs, chaussées, digues ou autres travaux semblables dont la construction ou le maintien ont pour effet d'affecter la propriété publique

6. (1) No flood-gate, flume, embankment, dam, dike or other similar work the construction or maintenance of which will cause public property or the property Flood-gate, etc.

ou la propriété des tiers, ou des droits publics ou privés, soit par le regolement des eaux, soit autrement, ne peuvent être construits ni maintenus dans les cours d'eau visés par l'article 5, à moins que l'emplacement où ils seront construits n'ait été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ni à moins qu'ils ne soient construits et maintenus en conformité des plan et devis également approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Approba-
tion.

Démoli-
tion.

2. Si un tel ouvrage est construit sans cette approbation, ou si, après avoir été construit, il n'est pas entretenu conformément aux plan et devis qui ont été ainsi approuvés, la démolition de l'ouvrage et la remise des terrains publics ou privés dans l'état originaire ou dans un état s'y rapprochant le plus possible, peuvent être ordonnés sur action ordinaire, par tout tribunal compétent, à la poursuite de la couronne ou de tout intéressé, selon que le terrain pris, occupé ou affecté est propriété publique ou privée, sans préjudice de tout autre recours légal. S. R. 1941, c. 98, a. 6.

of third persons or public or private rights to be affected, either by the backing up of the water or otherwise, shall be constructed or maintained in any of the watercourses referred to in section 5, unless the site on which it is to be constructed has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, nor unless it is constructed and maintained in accordance with plans and specifications likewise approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval.

(2) If any such work be constructed without such approval, or if, after having been constructed, it be not kept up in accordance with the plans and specifications which have been so approved, the demolition of such work and the restoration of such public or private land to its original condition or to a condition as nearly as possible approaching thereto, may be ordered by any court of competent jurisdiction, upon an ordinary action instituted by the Crown or by any interested party, according as the land taken, occupied or affected is public or private property, without prejudice to any other recourse at law. R. S. 1941, c. 98, s. 6.

Demoli-
tion.

Préven-
tion des
inonda-
tions.

7. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 6, dans le cas où un tel ouvrage, affectant la propriété publique, a été construit sans cette approbation, ou si, après approbation, cet ouvrage n'est pas construit ou entretenu conformément aux plan et devis approuvés, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des richesses naturelles à ouvrir ou à faire ouvrir les écluses, vannes, pales, pelles ou autres dispositifs d'évacuation des eaux de l'ouvrage et à prendre les mesures nécessaires pour que ces dispositifs restent ouverts pendant le temps qu'il prescrit, le tout de manière à faire cesser l'inondation ou l'empiétement ainsi causé sur la propriété publique. S. R. 1941, c. 98, a. 7; 9 Geo. VI, c. 32, a. 5.

7. Notwithstanding the provisions of subsection 2 of section 6, in the case of any work affecting public property, which has been constructed without such approval, or if, after such approval, such work has not been constructed or maintained in accordance with the plans and specifications approved, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Natural Resources to open or cause to be opened the dams, sluiceways, flood-gates, water-gates or other apparatus to empty the water from such work, and to take the necessary measures to keep such apparatus open during the time he prescribes, the whole so as to put an end to the flooding or the encroachment so caused upon such public property. R. S. 1941, c. 98, s. 7; 9 Geo. VI, c. 32, s. 5.

Preven-
tion of
flooding.

Requête
pour tra-
vaux.

8. 1. La corporation, société ou personne qui se propose d'établir, dans les eaux visées par l'article 5, quelque ouvrage mentionné dans cet article, doit s'adresser par requête au lieutenant-gouverneur en

8. (1) Any corporation, partnership or person intending to establish, in any water referred to in section 5, any of the works mentioned in that section, must make application by petition to the Lieutenant-

Applica-
tion by
petition.

- Planet
devis.** conseil et transmettre cette requête au ministre des richesses naturelles, avec les plan et devis et un mémoire indiquant l'emplacement choisi, faisant voir la nature de la construction et le ou les terrains et les droits qui seront affectés d'une manière préjudiciable—et ces plan et devis devront également être déposés au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où l'on a l'intention de faire les travaux, où ils pourront être examinés par toute personne pendant les heures de bureau.
- Avis.** 2. Il doit, de plus, être donné avis conformément à la formule 1, pendant quatre semaines consécutives de la demande et du dépôt de ces plan et devis par annonce publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, et, en outre, dans la localité où l'on se propose de faire les travaux, en la manière dont y sont publiés les avis publics municipaux; toutefois, dans le cas où les travaux doivent être faits dans un territoire non encore organisé, l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* suffit. S. R. 1941, c. 98, a. 8; 9 Geo. VI, c. 32, a. 6.
- Approba-
tion.** 9. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver, purement et simplement, tous plan et devis qui lui sont transmis pour approbation, ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il juge opportunes ou utiles.
- Approba-
tion péri-
mée.** Si l'ouvrage pour lequel l'approbation visée par l'alinéa précédent a été obtenue n'est pas effectué dans un délai de deux années de la date de l'approbation, celle-ci est périmée de plein droit, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'ait prolongé ce délai. S. R. 1941, c. 98, a. 9.
- Conces-
sion de
terrains.** 10. Si la construction et le maintien d'un ouvrage fait en vertu de l'article 5, affectent d'une manière préjudiciable des terres publiques ou quelque droit de la province, il doit, préalablement à la construction, être obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus de l'approbation exigée par l'article 9, moyennant un loyer annuel ou une autre rémunération, une concession des terrains et des droits qui seront ainsi affectés. S. R. 1941, c. 98, a. 10.
- Governor in Council, and forward such petition to the Minister of Natural Resources, with a plan, specifications and a memorandum showing the site chosen, the nature of the construction and the land or lands and the rights which will be prejudicially affected,—and such plan and specifications must likewise be deposited at the registry office of the registration division where it is intended to carry on the work, where they may be examined by any person during office hours.
- (2) Moreover, notice, in accordance with form 1, must be given during four consecutive weeks, of the application and of the deposit of such plan and specifications, by advertisement published in the *Quebec Official Gazette*, and also in the locality where it is proposed to carry on the work, in the manner in which municipal public notices are there published; however, when the work has to be carried on in territory not yet organized, the notice in the *Quebec Official Gazette* shall suffice. R. S. 1941, c. 98, s. 8; 9 Geo. VI, c. 32, s. 6.
9. The Lieutenant-Governor in Council may approve, purely and simply, any plan and specifications submitted for approval, or may approve them subject to such modifications and conditions as he may deem useful or expedient.
- If the work for which the approval contemplated by the preceding paragraph has been obtained is not effected within a delay of two years from the date of the approval, the latter shall lapse *pleno jure*, unless the Lieutenant-Governor in Council has extended such delay. R. S. 1941, c. 98, s. 9.
10. If the construction or maintenance of any work constructed under section 5 affect prejudicially any public lands or any right of the Province, it shall be necessary to obtain from the Lieutenant-Governor in Council, in advance, in addition to the approval required by section 9, in consideration of an annual rental or other remuneration, a concession of the lands or the rights which will be so affected. R. S. 1941, c. 98, s. 10.

Tarif
d'hono-
raires.

11. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender ou abroger tout tarif d'honoraires qu'il estimera juste en ce qui regarde l'approbation des plan et devis transmis en vertu de l'article 8 et les examens et études trouvés nécessaires. S. R. 1941, c. 98, a. 11.

11. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal any tariff of fees that he may deem just, in regard to the approval of plans and specifications submitted under section 8, and the examination and study found necessary. R. S. 1941, c. 98, s. 11.

Ouvrages
établis
avant
1918.

12. Les dispositions des articles 6 à 11 ne s'appliquent pas aux ouvrages de même nature que ceux visés par l'article 5 qui ont été construits avant le 9 février 1918. S. R. 1941, c. 98, a. 12.

12. The provisions of sections 6 to 11 shall not apply to any work of the same nature as those referred to in section 5, which has been constructed before the 9th of February, 1918. R. S. 1941, c. 98, s. 12.

Domma-
ges.

13. 1. Les propriétaires ou fermiers de ces ouvrages ou établissements restent garants de tous les dommages qui peuvent résulter à autrui par la trop grande élévation des écluses ou autrement.

13. (1) The owner or lessee of any such work shall be liable for all damages resulting therefrom to any person, whether by excessive elevation of the flood-gates or otherwise.

Évalua-
tion.

2. Ces dommages sont évalués et fixés par la Régie des services publics. S. R. 1941, c. 98, a. 13.

(2) Such damages shall be assessed and fixed by the Public Service Board. R. S. 1941, c. 98, s. 13.

Compen-
sation.

14. En évaluant les dommages et fixant l'indemnité, la Régie peut, s'il y a lieu, compenser l'indemnité, en tout ou en partie, avec la plus-value qui peut résulter aux propriétés du réclamant de l'établissement de ces usines, moulins ou manufactures. S. R. 1941, c. 98, a. 14.

14. In assessing the damages and fixing the compensation to be paid, the Board may, whenever proper, set off against the whole or any part of such damages any increased value which the property of the claimant has acquired by reason of the erection of such works, mills, manufactories or machinery. R. S. 1941, c. 98, s. 14.

Défaut de
payer.

15. À défaut du paiement des dommages et indemnités, ainsi fixés, dans les six mois de la date de la décision de la Régie, avec l'intérêt légal à compter de telle date, celui qui y est condamné est tenu de démolir les travaux qu'il a faits, ou ils le sont à ses frais et dépens, sur jugement à cet effet, le tout sans préjudice des dommages et intérêts encourus jusqu'alors. S. R. 1941, c. 98, a. 15.

15. In default of payment of the damages and indemnity so awarded, within six months from the date of the award of the Board, together with legal interest to be computed from the said date, the party by whom the payment is due shall demolish the works which he shall have erected, or they shall be so demolished at his expense, upon judgment to that effect rendered, the whole without prejudice to the damages already incurred. R. S. 1941, c. 98, s. 15.

SECTION IV

DE L'EXPROPRIATION DES TERRAINS REQUIS POUR
LE DÉVELOPPEMENT ET L'EXPLOITATION DE
FORCES HYDRAULIQUES

DIVISION IV

EXPROPRIATION OF LANDS REQUIRED FOR THE
DEVELOPMENT AND UTILIZATION OF CERTAIN
WATER-POWERS

Droit
d'expro-
prier.

16. Toute force hydraulique formée par un lac, un étang, un cours d'eau ou une rivière flottable ou non, qui appar-

16. Every water-power formed by a lake, pond, watercourse or river, whether floatable or not, belonging to any person,

tient à une personne quelconque, est déclarée être d'intérêt public, et celui qui en est le propriétaire peut procéder à l'expropriation des terrains requis, de façon à lui permettre d'en faire l'exploitation de la manière et aux conditions mentionnées dans la présente section. S. R. 1941, c. 98, a. 16.

is declared to be a matter of public interest, and the owner thereof may proceed to expropriate the required lands so as to allow him to utilize such water-power in the manner and subject to the conditions mentioned in this division. R. S. 1941, c. 98, s. 16.

Immeubles sujets à expropriation.

17. Sont seuls sujets à expropriation en vertu de la présente section:

1° Les immeubles ou parties d'immeubles et droits de riveraineté nécessaires à l'établissement d'usines, de manufactures et de leurs dépendances, ainsi qu'à la construction et au maintien de barrages, digues, canaux, écluses, tuyaux et biefs, et les immeubles ou parties d'immeubles susceptibles d'être affectés par tel établissement, construction ou maintien;

2° Les immeubles ou parties d'immeubles nécessaires pour y établir des chemins communiquant avec la voie publique la plus avantageuse, ainsi que pour la pose des poteaux, fils, conduits et appareils devant servir à la transmission de la force, de la lumière et de la chaleur, sujet à l'approbation du conseil municipal de la localité quand ces poteaux, fils, conduits et appareils sont posés sur la voie publique;

3° Les immeubles ou parties d'immeubles nécessaires pour y établir et exploiter, pendant la durée des travaux de construction, des ouvrages mentionnés au paragraphe 1 du présent article, de voies d'embranchement communiquant avec une ligne de chemin de fer. S. R. 1941, c. 98, a. 17.

17. The following alone shall be subject to expropriation under this division. What may be expropriated.

(1) Immoveable properties or any part thereof, and riparian rights necessary for the establishment of factories, manufactories and their dependencies, or for the construction and maintenance of dams, dikes, canals, pipes and sluices, and all immoveable properties or any part thereof susceptible of being affected by such establishment, construction or maintenance;

(2) Immoveable properties or any part thereof, necessary for roads communicating with the most convenient highway, as well as for the posts, wires, conduits and apparatus used for the transmission of power, light or heat, subject to the approval of the municipal council of the locality when such posts, wires, conduits and apparatus are placed on a highway;

(3) Immoveable properties or any part thereof, necessary for the establishment therein and use, pending the duration of the construction work mentioned in paragraph 1 of this section, of branch lines connecting with a railway line. R. S. 1941, c. 98, s. 17.

Limitation.

18. L'expropriation en vertu de la présente section ne peut avoir lieu qu'au bénéfice d'une force hydraulique d'une puissance naturelle et moyenne d'au moins deux cents chevaux-vapeur et suffisamment considérable pour pourvoir à des fins industrielles, et ne doit, en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie déjà établie ou d'un aqueduc alimentant en tout ou en partie une municipalité. S. R. 1941, c. 98, a. 18.

18. No expropriation under this division shall take place except in the case of a water-power of an average natural force of at least two hundred horse-power and large enough for industrial purposes, nor shall such right in any case be exercised to the prejudice of an industry already established or of water-works supplying a municipality wholly or in part. R. S. 1941, c. 98, s. 18. Limitation.

Étendue de l'expropriation.

19. Dans chaque cas où l'expropriation d'un terrain ou d'une partie d'un

19. In every case where the expropriation of any lot or part thereof is per- Extent of expropriation.

terrain est permise, elle peut être limitée à la portion de terrain strictement requise pour l'installation des poteaux, tours, transformateurs et autres appareils, avec, en outre, une servitude comportant le droit d'installer sur ces poteaux et tous les fils et appareils nécessaires pour la transmission de l'énergie, de la lumière et de la chaleur, ainsi que le droit de passer sur les terrains avoisinants pour réparer et entretenir la ligne de transmission.

Idem. L'expropriation peut aussi être limitée aux servitudes requises pour l'établissement d'une ligne de transmission, comportant notamment le droit de poser sur le terrain, sans acquérir la propriété du fonds, des poteaux, tours, transformateurs, appareils et fils et de passer sur ce terrain et les terrains avoisinants, pour réparer et entretenir la ligne de transmission.

Protection du public, etc. Dans tous les cas, l'expropriation comporte le droit d'exiger un découvert suffisant, de chaque côté de la ligne, pour la protection du public et de la ligne de transmission, et pour la réparation et l'entretien de cette dernière.

Fonds dominant. Pour les fins des servitudes visées au présent article, la ligne de transmission est considérée comme un fonds dominant à l'égard des terrains qui y sont assujettis. S. R. 1941, c. 98, a. 19; 14 Geo. VI, c. 59, a. 1.

Remise du terrain en bon état. 20. Dès que les poteaux ou tours sont installés, il est du devoir de l'expropriateur de remettre le terrain en bon état de façon que le propriétaire ou possesseur puisse utiliser son terrain comme auparavant, le plus commodément possible. S. R. 1941, c. 98, a. 20.

Signification d'un plan, etc. 21. Dans aucun cas, il ne peut être procédé à l'expropriation d'un terrain ou de partie d'un terrain, ou de la servitude mentionnée dans l'article 19, sans qu'un plan, préparé par un arpenteur-géomètre de cette province, indiquant le terrain à exproprier, avec une description suffisante de celui-ci, ait été signifié, par huissier, au propriétaire de ce terrain. S. R. 1941, c. 98, a. 21.

Approbation. 22. L'expropriation ne peut avoir lieu à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'ait approuvé, au préalable, la

mitted, it may be confined to the portion of a lot strictly required for the installation of poles, towers, transformers and other apparatus with, in addition, a servitude giving the right to install on such poles or towers the wires and apparatus necessary for the transmission of power, light and heat, together with a right of way over the neighbouring lands for the purpose of repairing and maintaining the transmission line.

Idem. The expropriation may also be limited to the servitudes required for establishing a transmission line, giving in particular the right to put up on the land, without acquiring ownership of the land, poles, towers, transformers, apparatus and wires, and the right of way over such land and neighbouring lands, for the purpose of repairing and maintaining the transmission line.

Protection of public, etc. In every case the expropriation implies the right to require a sufficient cleared space, on each side of the line, for the protection of the public and of the transmission line, and for the repair and maintenance of the latter.

Dominant land. For the purposes of the servitudes contemplated in this section, the transmission line shall be deemed a dominant land with respect to the lands subject to such servitudes. R. S. 1941, c. 98, s. 19; 14 Geo. VI, c. 59, s. 1.

Restoration of land. 20. When the poles or towers are put up, it shall be the duty of the party expropriating the land to put it back in good order so that the owner or occupant thereof may use it, as before, as conveniently as possible. R. S. 1941, c. 98, s. 20.

Service of plan, etc. 21. In no case may any proceedings be had to expropriate any lot or part thereof, or the servitude mentioned in section 19, until a plan prepared by a Quebec land-surveyor, mentioning the land to be expropriated, with a sufficient description thereof, has been served by a bailiff upon the owner of such land. R. S. 1941, c. 98, s. 21.

Approval. 22. The expropriation cannot take place unless the Lieutenant-Governor in Council has first approved the area of

superficie du terrain ou la servitude à exproprier, sur demande de l'une des parties, après avis à l'autre. S. R. 1941, c. 98, a. 22; 14 Geo. VI, c. 59, a. 2.

the land or the servitude to be expropriated, upon application of one of the parties after notice to the other. R. S. 1941, c. 98, s. 22; 14 Geo. VI, c. 59, s. 2.

Requête. 23. La demande d'approbation doit être faite par requête adressée au ministre des richesses naturelles, accompagnée des plans du terrain à exproprier et des raisons à l'appui de cette demande. S. R. 1941, c. 98, a. 23; 9 Geo. VI, c. 32, a. 7.

23. The application for approval must be made by petition to the Minister of Natural Resources, accompanied by plans of the land to be expropriated and by reasons in support of the application. R. S. 1941, c. 98, s. 23; 9 Geo. VI, c. 32, s. 7. Petition.

Péremption du droit. 24. Les procédures en expropriation doivent être terminées dans les deux années de la date de l'approbation visée par l'article 9, sans quoi le droit d'expropriation est périmé de plein droit.

24. The expropriation proceedings must be completed within two years from the date of the approval contemplated by section 9, without which the right of expropriation shall lapse *pleno jure*. Lapsing of right.

Droit ravié. Dans le cas où un droit est périmé par application du présent article, le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il juge à propos d'imposer, faire revivre ce droit pour la période de temps qu'il fixe, après avis des intéressés dans la forme que le ministre des richesses naturelles détermine. S. R. 1941, c. 98, a. 24; 9 Geo. VI, c. 32, a. 8.

In the case where a right has lapsed through the application of this section, the Lieutenant-Governor in Council may, upon such conditions as he deems fit to impose, revive such right for such period of time as he may fix, after notice by the interested parties in the form decided upon by the Minister of Natural Resources. R. S. 1941, c. 98, s. 24; 9 Geo. VI, c. 32, s. 8. Right revived.

Indemnité. 25. Dans le cas prévu par le paragraphe 3 de l'article 17, l'indemnité doit comprendre un montant annuel fixe payable d'avance chaque année jusqu'à et y compris celle du parachèvement des travaux avec, en plus, un montant représentant les dommages causés par suite du changement de l'état des lieux, payable, après le parachèvement des travaux, dans le délai fixé par la Régie, à moins que le bénéficiaire de la servitude n'ait remis les lieux dans leur état primitif avant l'expiration de ce délai. S. R. 1941, c. 98, a. 25.

25. In the case provided for by paragraph 3 of section 17, the indemnity shall include a fixed annual sum payable in advance each year up to and including the year in which the works are completed and, in addition, a sum representing the damages caused by the changed state of the place, payable, after the completion of the works, within a delay fixed by the Board, unless the party benefitting from the servitude shall have restored the place to its original state before the expiry of such delay. R. S. 1941, c. 98, s. 25. Indemnity.

SECTION v

DIVISION V

DE L'EXPROPRIATION DU PASSAGE NÉCESSAIRE À L'INSTALLATION DES TUYAUX REQUIS POUR CONDUIRE L'EAU À UNE FABRIQUE DE PAPIER OU DE PULPE

EXPROPRIATION OF THE RIGHT OF WAY REQUIRED FOR THE LAYING OF PIPES FOR BRINGING WATER TO A PULP OR PAPER MILL

Conduites souterraines. 26. Le propriétaire ou le locataire d'une pulperie ou d'une fabrique de papier dont le fonds n'a aucune issue sur une prise d'eau qu'il a le droit d'exploiter et dont il a le droit de dériver l'eau, peut exproprier un passage souterrain à travers

26. The owner or tenant of a pulp or paper mill whose site has no direct connection with any water supply which he has the right to use and the water of which he has the right to divert, may expropriate an underground right of way. Underground right of way.

toutes terres, en faisant les creusages requis, afin d'y installer les tuyaux qui conduiront l'eau nécessaire à l'exploitation de sa pulperie ou fabrique de papier.

Localisation du passage.

Le passage doit être pris du côté où le trajet est le plus court à partir du fonds jusqu'à la prise d'eau. Toutefois il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé. S. R. 1941, c. 98, a. 26.

across any land so as, by doing the necessary digging to lay pipes, to bring the water necessary for the operation of his pulp or paper mill.

The right of way must be had on the side where the crossing is shortest from his land to such water supply. It should however be established over the part where it will be least injurious to him upon whose land it is granted. R. S. 1941, c. 98, s. 26. Location.

Nivellement du terrain.

27. Dès que l'installation des tuyaux souterrains est faite, il est du devoir de la partie expropriatrice de niveler le terrain de façon que le propriétaire ou le possesseur puisse utiliser son terrain comme auparavant, le plus commodément possible. S. R. 1941, c. 98, a. 27.

27. As soon as the laying of the pipes underground is finished, it shall be the duty of the expropriating party to level the earth in such a manner that the owner or occupant may make use of his land as before, in the most convenient way possible. R. S. 1941, c. 98, s. 27. Earth to be levelled.

Réparations.

28. Le droit de passage pour l'installation des tuyaux souterrains comprend aussi une servitude en faveur de la partie expropriatrice de faire les travaux de réparations qui pourront être nécessaires par la suite, en par elle payant les dommages réels soufferts par le propriétaire ou possesseur du terrain. S. R. 1941, c. 98, a. 28.

28. The right of way for the laying of underground pipes shall include also a servitude in favour of the expropriating party to make any repairs which may afterwards be necessary, upon payment of the actual damages which may be suffered by the owner or occupant of the land. R. S. 1941, c. 98, s. 28. Repairs.

Procédures.

29. Les articles 21 à 25 de la présente loi s'appliquent à l'expropriation autorisée par la présente section. S. R. 1941, c. 98, a. 29.

29. The provisions of sections 21 to 25 of this act shall apply to the expropriation authorized by this division. R. S. 1941, c. 98, s. 29. Procedure.

SECTION VI

DU FLOTTAGE DU BOIS

§ 1.—*Du droit de flotter le bois dans les cours d'eau et d'y faire des travaux à cette fin*

Application limitée.

30. 1. La présente section ne s'applique pas aux barrages, écluses ou ponts construits sur les rivières, criques ou cours d'eau, ni aux actes de bonne foi exécutés en faisant tels barrages, écluses ou ponts, ni à l'obstruction causée par les arbres coupés et jetés pour servir de ponts, à moins que le cours d'eau et le passage des trains de bois ne soient interceptés.

Cies de flottage.

2. Rien dans la présente section ne doit être interprété comme portant atteinte aux droits des compagnies à fonds social pour le flottage des bois.

DIVISION VI

DRIVING OF TIMBER

§ 1.—*Right of Driving Timber down Watercourses, and of Constructing Works for such Purpose*

30. (1) This division shall not apply to dams, weirs or bridges erected in or over rivers, streams or creeks, nor to anything done *bona fide* in or for erecting such dams, weirs or bridges, nor to any obstruction caused by trees cut down or felled for the purpose of being used as bridges, unless the flow of water or the passing of rafts be impeded.

(2) Nothing in this division shall affect the rights of joint stock companies for driving timber. Application limited. Certain companies...

« bois ».

3. Le mot « bois » s'entend des billes, bois de construction et de tous autres bois d'une nature quelconque. S. R. 1941, c. 98, a. 30.

Flottage du bois.

31. Sujet aux dispositions de la présente section, il est permis, lors de la crue des eaux, au printemps, en été et en automne, à toute personne, société ou compagnie, de faire flotter et descendre les bois, radeaux et embarcations dans les rivières, lacs, étangs, criques et cours d'eau en cette province. S. R. 1941, c. 98, a. 31.

Chaussées, etc.

32. Il est et il a toujours été loisible de construire, entretenir des chaussées, glissoires, jetées, estacades, écluses et autres ouvrages nécessaires pour faciliter le flottage ou la descente des bois, radeaux et embarcations quelconques dans ces rivières, lacs, étangs, criques et cours d'eau, d'y faire miner les roches, creuser ou enlever les bancs de sable, enlever les arbres, arbustes ou autres obstacles, sans toutefois causer de dommages à tels rivières, lacs, étangs, criques ou cours d'eau.

Expropriation.

S'il est indispensable, pour la construction de ces améliorations, de prendre et d'occuper une propriété particulière, il doit être procédé à l'expropriation du terrain strictement nécessaire à cet effet.

Rivières à saumon.

Dans les rivières fréquentées par le saumon, il ne peut être fait aucune des opérations prévues par la présente section que si elles sont, au préalable, autorisées par le lieutenant-gouverneur en conseil qui détermine comment doivent être faits les travaux et les conditions auxquelles ils peuvent être faits. S. R. 1941, c. 98, a. 32.

Approba-tion des plans.

33. 1. Nul ouvrage ou amélioration mentionnés dans l'article 32 dont la construction, l'exécution ou le maintien nécessitent la prise de possession ou l'occupation de propriété publique ou privée, ou affectent d'une manière préjudiciable l'une ou l'autre de ces propriétés ou les droits publics ou privés, soit par le refoulement des eaux, soit autrement, ne peuvent être construits, exécutés ni maintenus à moins que des plan et devis s'y rapportant ne soient préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) The word "timber" means saw logs, timber for building purposes and all other kinds of timber. R. S. 1941, c. 98, s. 30.

31. Subject to the provisions of this division, any person, firm or company may, during the spring, summer and autumn freshets, drive or float timber, rafts and craft down any river, lake, pond, stream or creek in this Province. R. S. 1941, c. 98, s. 31.

32. It shall be and always has been lawful to erect and maintain dams, slides, aprons, booms, gate-locks or other necessary works to facilitate the floating or transmission of timber, rafts or craft down such rivers, streams, lakes, ponds or creeks, to blast rocks, dredge or remove sand-banks, or to remove trees, shrubs or other obstacles, without, however, doing any damage to such rivers, lakes, ponds, streams or creeks.

If it be absolutely necessary for the construction of such improvements to take and occupy any private property, expropriation proceedings shall be taken for the land strictly required for such purpose.

No work to which this division applies shall be carried on in rivers to which salmon resort, unless previously authorized by the Lieutenant-Governor in Council, who shall determine how the work is to be done and the conditions to which it shall be subject. R. S. 1941, c. 98, s. 32.

33. (1) No work of improvement mentioned in section 32, of which the construction, execution or maintenance necessitates the taking possession or occupation of any public or private property, or prejudicially affects either of such properties, or any rights, public or private, either by the backing up of the water or otherwise, may be constructed, executed or maintained unless the plan and specifications relating thereto have previously been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Démolition.

2. Si un tel ouvrage est construit sans cette approbation, ou si, après avoir été construit, il n'est pas entretenu conformément aux plan et devis qui ont été ainsi approuvés, la démolition de l'ouvrage et la remise des terrains publics ou privés dans l'état originaire ou dans un état s'y rapprochant le plus possible, peuvent être ordonnés sur action ordinaire par tout tribunal compétent, à la poursuite de la couronne ou de tout intéressé, selon que le terrain pris, occupé ou affecté est propriété publique ou privée, sans préjudice de tout autre recours légal. S. R. 1941, c. 98, a. 33.

(2) If any such work be constructed without such approval, or if, after having been constructed, it be not kept up in accordance with the plan and specifications which have been so approved, the demolition of such work, and the restoration of such lands, either public or private, to their original condition or to a condition as nearly as possible approaching thereto, may be ordered, by any court of competent jurisdiction, upon an ordinary action instituted by the Crown or by any interested party, according as the land taken, occupied or affected is public or private property, without prejudice to any other recourse at law. R. S. 1941, c. 98, s. 33.

Démolition.

Prévention des inondations.

34. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 33, dans le cas où un tel ouvrage, affectant la propriété publique, a été construit sans cette approbation, ou si, après approbation, cet ouvrage n'est pas construit ou entretenu conformément aux plan et devis approuvés, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des richesses naturelles à ouvrir ou à faire ouvrir les écluses, vannes, pales, pelles ou autres dispositifs d'évacuation des eaux de l'ouvrage et à prendre les mesures nécessaires pour que ces dispositifs restent ouverts pendant le temps qu'il prescrit, le tout de manière à faire cesser l'inondation ou l'empiètement ainsi causé sur la propriété publique. S. R. 1941, c. 98, a. 34; 9 Geo. VI, c. 32, a. 9.

34. Notwithstanding the provisions of subsection 2 of section 33, in the case of any such work affecting public property, which has been constructed without such approval, or if, after such approval, such work has not been constructed, or maintained in accordance with the plans and specifications approved, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Natural Resources to open or cause to be opened the dams, sluiceways, flood-gates, water-gates or other apparatus to empty the water from such work, and to take the necessary measures to keep such apparatus open during the time he prescribes, the whole so as to put an end to the flooding or the encroachment so caused upon such public property. R. S. 1941, c. 98, s. 34; 9 Geo. VI, c. 32, s. 9.

Prévention of flooding.

Requête pour autorisation.

35. 1. La corporation, société ou personne qui se propose de construire ou d'exécuter quelque ouvrage ou amélioration visés par l'article 32, doit s'adresser par requête au lieutenant-gouverneur en conseil et transmettre la requête au ministre des richesses naturelles, avec un plan, un devis et un mémoire faisant voir la nature de l'ouvrage ou de l'amélioration, et le ou les terrains qui seront affectés.

35. (1) Any corporation, partnership or person intending to execute or constructing any work or improvement referred to in section 32, must apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council, and forward such petition to the Minister of Natural Resources, with a plan, specifications and a memorandum showing the nature of the work or improvement and the land or lands which will be affected.

Application by petition.

Droits des particuliers.

2. Si quelque partie des terres ou des droits pris, occupés ou affectés appartient à un particulier, il doit de plus:

(2) If any part of the lands or rights taken, occupied or affected belong to an individual, it shall likewise be obligatory to:

Individual owner.

Dépôt.

a) Etre déposé un double ou une copie des plan et devis mentionnés au para-

(a) Deposit a duplicate or a copy of the plan and specifications mentioned in sub-

Deposit.

graphe 1 du présent article au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement où l'on a l'intention de faire les travaux, où ils pourront être examinés par toute personne pendant les heures de bureau;

section 1 of this section at the registry office of the registration division where it is intended to carry on the work, where they may be examined by any person during office hours; and

Avis.

b) Etre donné avis, conformément à la formule 2, de la demande et du dépôt de ces plan et devis, par annonce publiée une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et, en outre, dans la localité où l'on se propose de faire les travaux, en la manière dont y sont publiés les avis publics municipaux; toutefois, dans le cas où les travaux doivent être faits dans un territoire non encore organisé, l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* suffit. S. R. 1941, c. 98, a. 35; 9 Geo. VI, c. 32, a. 10.

(b) Give a notice, in accordance with form 2, of the application and of the deposit of such plan and specifications, by advertisement published once in the *Quebec Official Gazette*, and also in the locality where it is intended to carry on the work, in the manner in which municipal public notices are there published; however, when the work has to be carried on in a territory not yet organized, the notice in the *Quebec Official Gazette* shall suffice. R. S. 1941, c. 98, s. 35; 9 Geo. VI, c. 32, s. 10.

Approbation.

36. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver purement et simplement tous plan et devis qui lui sont transmis pour approbation en vertu de l'article 35, ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il juge opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation. S. R. 1941, c. 98, a. 36.

36. The Lieutenant-Governor in Council may approve purely and simply, any plan and specifications submitted for approval under section 35, or may approve them subject to such modifications and conditions as he may deem useful or expedient, or may refuse to approve them. R. S. 1941, c. 98, s. 36.

Concession de terrains.

37. Si la construction et le maintien d'un tel ouvrage rendent nécessaires la prise de possession et l'occupation de terres publiques, et si l'ouvrage doit avoir pour effet de submerger ou autrement affecter, d'une manière préjudiciable, de telles terres ou quelque autre droit de la province, il doit, préalablement à la construction, être obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus de l'approbation visée par l'article 36, moyennant un loyer annuel ou une autre rémunération, une concession des terrains et des droits publics qui seront pris, occupés ou affectés. S. R. 1941, c. 98, a. 37.

37. If the construction and maintenance of any such work necessitate the taking possession or occupation of any public lands, or if such work must have the effect of flooding or otherwise prejudicially affecting such public lands or any other rights of the Province, it shall be necessary to obtain from the Lieutenant-Governor in Council, in advance, in addition to the approval referred to in section 36, in consideration of an annual rental or other remuneration, a concession of the lands or the public rights which will be so taken, occupied or affected. R. S. 1941, c. 98, s. 37.

Tarif d'honoraires.

38. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, d'amender ou d'abroger tout tarif d'honoraires qu'il estimera juste en ce qui regarde l'approbation des plan et devis transmis en vertu du paragraphe 1 de l'article 35, et les examens et études trouvés nécessaires. S. R. 1941, c. 98, a. 38.

38. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal any tariff of fees that he may deem just, in regard to the approval of plans and specifications submitted under subsection 1 of section 35, and the examination and study found necessary. R. S. 1941, c. 98, s. 38.

Ouvrages
établis
avant
1918, etc.

39. Les articles 33 à 38 ne s'appliquent pas aux ouvrages ou améliorations de la même nature que ceux mentionnés dans ces articles, qui ont été construits ou exécutés avant le 9 février 1918, non plus qu'aux ouvrages ou améliorations d'une nature non permanente, qu'il devient nécessaire de faire ou d'exécuter au cours même du flottage ou de la descente des bois, radeaux et embarcations. S. R. 1941, c. 98, a. 39.

39. Sections 33 to 38 shall not apply to any work or improvement of the same nature as those mentioned in such sections, which has been executed or constructed before the 9th of February, 1918, nor to any work or improvement of a temporary nature which it may become necessary to execute or construct during the actual operation of the driving or floating of any timber, raft or craft. R. S. 1941, c. 98, s. 39.

Work
done be-
fore 1918,
etc.

Plan et
devis.

40. 1. Toute corporation, société ou personne qui, le 9 février 1918, était propriétaire, possesseur ou avait le contrôle de, ou exploitait un ouvrage ou des améliorations de la nature de ceux auxquels s'appliquent les articles 33 à 38, était tenue, dans les quinze mois qui ont suivi ladite date, de fournir au ministre des terres et forêts un plan et des devis faisant voir la ou les localités dans lesquelles se trouvaient ces ouvrages ou améliorations, leur nature et l'étendue approximative des terres et des droits publics et privés qui étaient affectés par le refoulement des eaux ou autrement, par suite de l'existence de ces ouvrages ou améliorations.

40. (1) Every corporation, partnership or person owning, possessing, controlling or operating, on the 9th of February, 1918, any work or improvement of the nature of those to which sections 33 to 38 applies, must, within fifteen months following the said date, furnish to the Minister of Lands and Forests a plan and specifications showing the locality or localities in which such work or improvement is situated, its nature, and approximately the area of land, and the rights, either public or private, affected by the backing up of the water or otherwise, by reason of the existence of such works or improvement.

Plan, etc.

Défaut.

2. À défaut par la personne mentionnée ci-dessus d'avoir fourni lesdits plan et devis dans le délai prescrit, le ministre des richesses naturelles peut les faire faire aux dépens de cette personne.

(2) On failure of the person above-mentioned to furnish the said plan and specifications within the prescribed delay, the Minister of Natural Resources may have the same prepared at the expense of such person.

Failure to
furnish.

Conces-
sion de
terrains.

3. Dans un délai de deux mois après la réception ou la préparation de ces plan et devis par le ministre des richesses naturelles, la personne qui est propriétaire, possesseur ou qui a le contrôle des, ou qui exploite les ouvrages ou améliorations doit obtenir du lieutenant-gouverneur en conseil, moyennant un loyer annuel ou autre rémunération, une concession du terrain et des droits publics qui sont pris, occupés ou affectés.

(3) Within a delay of two months after the receipt or the preparation of such plan and specifications by the Minister of Natural Resources, the person owning, possessing, controlling or operating such work or improvement must obtain from the Lieutenant-Governor in Council, in consideration of an annual rental or other remuneration, a concession of the land or of the public rights which will be taken, occupied or affected.

Conces-
sion of
land.

Loyers.

4. À défaut par la personne qui y est tenue d'obtenir telle concession dans le délai susdit, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de déterminer la rémunération que cette personne sera tenue de payer.

(4) On failure of the person obliged thereto to obtain such concession within the above delay, the Lieutenant-Governor in Council may fix the remuneration which such person shall be bound to pay.

Remu-
neration.

Conces-
sion après
délai.

5. Cependant, le lieutenant-gouverneur en conseil peut toujours, s'il le juge à propos, notwithstanding l'expiration du délai de deux mois et la fixation de la rémunération

(5) Nevertheless the Lieutenant-Governor in Council may always, if he deem it expedient, notwithstanding the expiration of the delay of two months and the

Conces-
sion after
delay.

mentionnée dans le paragraphe 3 du présent article, procéder à accorder la concession desdits terrains et droits publics, comme si le délai n'était pas expiré ou la rémunération n'avait pas été déterminée. S. R. 1941, c. 98, a. 40; 9 Geo. VI, c. 32, a. 11.

fixing of the remuneration mentioned in subsection 3 of this section, proceed to grant the concession of the said lands or public rights, as if the delay had not expired or the remuneration had not been fixed. R. S. 1941, c. 98, s. 40; 9 Geo. VI, c. 32, s. 11.

Usage des améliorations.

41. Lorsqu'une personne exécute des ouvrages, de quelque nature que ce soit, nécessaires pour faciliter le flottage et la descente des bois, radeaux et embarcations dans une rivière, une crique ou un cours d'eau, qui n'était pas navigable ou flottable ayant ces ouvrages et qui en améliore l'état au point de vue du flottage, même au cas où l'amélioration est faite sur une propriété privée, cette personne n'a pas, par là même, un droit exclusif à l'usage de cette rivière, de cette crique ou de ce cours d'eau ni de ces ouvrages ou améliorations; mais toute autre personne a droit de s'en servir pour le flottage et la descente des bois, radeaux et embarcations, en n'occasionnant aucun dommage inutile à ces ouvrages ou améliorations, ni aux bords de ces rivières, criques et cours d'eau, et en payant de plus à celui qui a fait les ouvrages ou les améliorations ci-dessus mentionnés, le péage fixé, sur requête à cette fin du propriétaire ou de tout autre intéressé, par arrêté du lieutenant-gouverneur en conseil, sur rapport du ministre des richesses naturelles, après inspection des ouvrages ou améliorations par un ingénieur ou par toute autre personne compétente. Le tarif est basé sur la valeur des ouvrages ou améliorations, sur le montant requis pour les entretenir et sur toute autre considération qui peut être trouvée juste et équitable.

Péage.

Inspection.

Avis de l'inspection.

Frais.

Modification des taux.

Avis de cette inspection doit être donné dans la *Gazette officielle de Québec*, ainsi que dans un ou deux journaux publiés dans le district, et, à défaut de journaux publiés dans le district, dans un ou deux journaux publiés dans le district voisin, au moins quinze jours avant qu'elle soit commencée.

Tous les frais encourus pour fixer ces taux de péage sont à la charge de la personne qui les demande.

Les taux ainsi fixés peuvent être amendés et demeurent en vigueur jusqu'à ce qu'ils soient remplacés ou abrogés.

41. If any person construct or execute any work necessary to facilitate the driving or floating of timber, rafts or craft down a river, creek or stream which was not navigable or floatable before such work, or improve the floatability of such river, stream or creek, even if the improvement be on private property, he shall not thereby have the exclusive right to the use of such river, stream or creek or of such work or improvement; but any other person may use the same to drive or float timber, rafts or craft, doing no unnecessary damage to the works or improvements or to the banks of such river, stream or creek, and further paying, to the person who has made such construction or improvements, the tolls determined by order of the Lieutenant-Governor in Council upon a petition to that effect presented by the owner or other parties interested, upon the report of the Minister of Natural Resources, after inspection of the works or improvements by an engineer or any other competent person. The tariff shall be based on the value of the works or improvements, the amount required for their maintenance, and any other consideration that may be found just and equitable.

Use of improvements.

Tolls.

Inspection.

Notice.

Notice of such inspection shall be given in the *Quebec Official Gazette* and in one or two newspapers published in the district, and, if there be no newspapers published in the district, then in one or two newspapers published in a neighbouring district, at least fifteen days before it is begun.

All the costs incurred in fixing such tolls shall be borne by the person who applied for the fixing thereof.

Costs.

The tolls so fixed may be amended and shall remain in force until replaced or abolished.

Changing tolls, etc.

- Enquête.** Le ministre des richesses naturelles peut ordonner qu'une enquête pour établir la nature, la valeur ou le coût des ouvrages faits dans des rivières, lacs, étangs, criques ou cours d'eau pour faciliter le flottage du bois, ou le taux des péages qu'il est juste d'établir, soit faite par toute cour, personne, commission ou corporation qu'il désigne et qui lui fait rapport. S. R. 1941, c. 98, a. 41; 9 Geo. VI, c. 32, a. 12.
- The Minister of Natural Resources** ^{Investigation.} may order an investigation to establish the nature, value and costs of works so executed and constructed in rivers, lakes, ponds, creeks or streams to facilitate the driving of timber, or the tariff of tolls that should justly be established, to be made by any court, person, commission or corporation he may indicate, and which shall report to him. R. S. 1941, c. 98, s. 41; 9 Geo. VI, c. 32, s. 12.
- Privilège.** 42. La personne qui a droit aux péages pour des bois passés par ou sur ses ouvrages ou améliorations, possède sur ces bois un privilège, qui prend rang immédiatement après le privilège que possède la couronne pour les droits qui lui sont dus. S. R. 1941, c. 98, a. 42.
- 42.** Every person entitled to levy tolls ^{Privilege.} on timber passed over or through such works or improvements shall have a privilege upon such timber, ranking immediately after that of the Crown for its dues thereon. R. S. 1941, c. 98, s. 42.
- Saisie conservatoire.** 43. La personne en faveur de laquelle existe le privilège mentionné dans l'article 42 peut, si le péage n'est pas soldé, obtenir du tribunal compétent une saisie conservatoire qui demeure soumise au privilège antérieur de la couronne. S. R. 1941, c. 98, a. 43.
- 43.** The person upon whom the privilege ^{Conservatory attachment.} mentioned in section 42 is conferred may, if the tolls be not paid, obtain, from any court of competent jurisdiction, a conservatory attachment, which shall be subject to the anterior privilege of the Crown. R. S. 1941, c. 98, s. 43.
- Domma-ges.** 44. Personne ne peut exercer les droits et privilèges conférés par la présente section sans être responsable des dommages causés par ses opérations dans les rivières, criques, cours d'eau, lacs ou étangs ou sur leurs rives. S. R. 1941, c. 98, a. 44.
- 44.** No person may exercise the rights ^{Damages.} and privileges conferred by this division without being liable for all damages caused by his operations on rivers, streams, creeks, lakes or ponds, or on the banks thereof. R. S. 1941, c. 98, s. 44.
- § 2.—*Du flottage et du triage des billes sur les lacs, rivières et cours d'eau*
- § 2.—*Logs on Lakes, Rivers and Streams*
- Billes non mar-quées.** 45. À moins que la personne qui les réclame ou les détient ne fasse la preuve de son droit exclusif de propriété ou de possession, toutes les billes non marquées ou celles dont les marques sont effacées, se trouvant sur les lacs, rivières ou cours d'eau, ou sur leurs rives, ou dans les estacades où s'en fait le triage, appartiennent à toutes les personnes qui ont fait la descente ou le flottage de billes sur tels lacs, rivières ou cours d'eau pendant la même saison, en proportion du nombre de billes que ces personnes ont respectivement fabriquées, mises à l'eau et descendues ou flottées. S. R. 1941, c. 98, a. 45.
- 45.** Unless the person claiming or de- ^{Un-marked logs.} taining them proves his exclusive right of ownership or possession, all unmarked logs or logs from which the marks are effaced, on lakes, rivers or streams or on their shores or banks or in the sorting booms, shall belong to all the persons who have driven or floated logs on such lake, river or stream during the same season, in proportion to the number of logs which such persons have respectively manufactured, put into the water and driven. R. S. 1941, c. 98, s. 45.
- Réparti-tion.**
- Division.**

État.

46. Les personnes fabriquant des billes destinées à être descendues sur un lac, une rivière ou un cours d'eau quelconque doivent, sur la demande de toute personne qui en fabrique elle-même pour les faire descendre par la même voie, fournir à cette personne, avant le commencement de la saison du flottage, un état, attesté d'une déclaration solennelle, des billes qu'elles ont ainsi fabriquées; et, à défaut de produire cet état dans un délai raisonnable, le défaillant n'a droit de réclamer, en vertu des dispositions de l'article 45, aucune bille non marquée ou dont la marque a été effacée. S. R. 1941, c. 98, a. 46.

46. Every person manufacturing logs intended to be driven on any lake, river or stream shall, on demand of any person who is himself engaged in manufacturing logs intended to be driven on the same lake, river or stream, furnish to such person, before the driving season begins, a statement of the logs so manufactured, verified by solemn declaration; and, on failure so to do within a reasonable time, the person so in default shall not be entitled to claim, under section 45, any unmarked logs or logs from which the marks have been effaced. R. S. 1941, c. 98, s. 46. State-
ment.

Obstacles
au flotta-
ge.

47. Quand des billes ou autres bois de construction appartenant à plus d'une personne, que l'on fait flotter et descendre dans un cours d'eau, se trouvent arrêtés dans leur descente par une obstruction ou toute autre cause, ou par leur rencontre avec d'autres billes qui sont elles-mêmes arrêtées dans leurs descente, et cela, dans des circonstances telles que, durant une période d'au moins dix jours, ces billes ne puissent être descendues plus loin sans l'aide de la main de l'homme, dans ce cas, si tous les propriétaires n'ont pas réussi, à l'expiration de dix jours, à s'entendre sur la manière de conduire l'opération, le flottage peut se faire de la manière ci-après indiquée. S. R. 1941, c. 98, a. 47.

47. Whenever logs or other timber belonging to more than one person, and which are being driven or floated down any stream, are stopped in their descent by any obstruction or by any other cause or by coming into contact with other logs themselves stopped in their descent, the same under such circumstances that during a period of at least ten days such logs cannot be further driven without the agency of man, then, in such case, if all the owners of the said logs or timber do not, within ten days, agree as to the manner of carrying out the driving thereof, the same may be driven as hereinafter provided. R. S. 1941, c. 98, s. 47. Floating
ob-
structed.

Désac-
cord entre
proprié-
taires.

48. 1. Quand un de ces propriétaires, pour continuer le flottage de son bois, est obligé de faire aussi le flottage du bois d'un ou de plusieurs autres propriétaires et que ceux-ci refusent ou négligent de prêter leur concours, il peut leur transmettre un avis sous sa signature, adressé à chacun d'eux par lettre recommandée, les informant qu'au jour et à l'heure mentionnés dans l'avis, il recommencera le flottage des billes ou autres bois de construction, en indiquant dans l'avis l'endroit où se trouve le bois à flotter, et leur intimant qu'il tiendra chacun d'eux responsable d'une part des dépenses proportionnelle à la quantité de bois qu'il y a à flotter.

48. (1) When any one of such owners, in order to continue the driving of his logs or timber, is obliged to drive also the logs or timber of one or more of the other owners, and the latter refuse or neglect to lend their assistance, he may send them a notice under his signature, addressed to each one of them by registered letter, notifying them that on the day and at the hour mentioned in the notice, he will recommence the driving of the logs or other timber, indicating in the notice where the logs or timber are situated, and informing them that he will hold each one of them responsible for a share of the expenses proportional to the quantity of logs or timber he has to drive. Disa-
greement
among
owners.

Avis.

2. Le délai indiqué dans l'avis pour la reprise du flottage doit être d'au moins sept jours francs à compter de la date où,

(2) The day indicated in the notice for the recommencement of the driving shall not be less than seven clear days from the Notice.

d'après le cours ordinaire du service postal, tous les avis doivent être parvenus au bureau de poste de leur destination.

Action
conjointe.

3. Plusieurs propriétaires dont le bois est ainsi arrêté dans le flottage peuvent agir de concert et procéder suivant les dispositions du présent article. S. R. 1941, c. 98, a. 48.

date when, in the usual course of the post, all notices should have reached the post-office of their destination.

(3) Several owners whose driving of logs or timber is so stopped may act together and proceed in conformity with the provisions of this section. R. S. 1941, c. 98, s. 48.

Joint
action.

Priorité.

49. Si plus d'un avis de ce genre est envoyé, la personne ou les personnes qui ont envoyé l'avis déposé le premier à la poste, ont les premiers le droit de faire le flottage des billes ou bois de construction. S. R. 1941, c. 98, a. 49.

49. If more than one notice be sent, the person or persons who sent the notice which was first put into the post-office shall have the prior right to drive the said logs. R. S. 1941, c. 98, s. 49.

Priority.

Flottage.

50. Au jour et à l'heure spécifiés dans l'avis, la personne ou les personnes qui ont envoyé le premier ou l'unique avis peuvent faire flotter les billes ou bois de construction, en faisant ce travail de la manière la plus prompte, la plus efficace et la plus économique possible, et, sauf convention contraire, le coût doit être supporté par chaque propriétaire de ces billes ou bois de construction en proportion de la quantité possédée par chacun d'eux. S. R. 1941, c. 98, a. 50.

50. At the day and hour specified in his or their notice, the person or persons sending the first or the only notice may proceed to drive the said logs or timber, doing the same as promptly, efficiently and economically as possible; and the cost thereof, except as otherwise agreed, shall be borne by each owner of such logs or timber in proportion to the quantity thereof belonging to him. R. S. 1941, c. 98, s. 50.

Driving.

Cost.

Coût.

§ 3.—*De certaines infractions et du recouvrement des amendes et des dommages*

§ 3.—*Offences, and Recovery of Fines and Damages*

Obstruc-
tions cau-
sées par
rebut, etc.

51. Sauf la juridiction du Parlement du Canada à cet égard, et les dispositions de la loi passées conformément à cette juridiction, quiconque jette dans une rivière, une crique, un ruisseau ou cours d'eau, des dosses, écorces et autres matières et bois de rebut d'un moulin, des croûtes, racines, troncs d'arbres, broussailles, du tan et des cendres de lessive, et les y laisse séjourner et obstruer ces rivières, criques, ruisseaux ou cours d'eau, encourt une amende de pas plus de vingt dollars et de pas moins de vingt centins pour chaque jour que ces embarras y séjournent, en sus de tous les dommages en résultant.

51. Subject to any jurisdiction of the Dominion of Canada in this respect and to the provisions of any acts passed in the exercise of such jurisdiction, any person who throws into any river, stream, creek or brook, any bark, slabs, waste stuff or other refuse of any saw mill, or stump, root, shrub, tan-bark or leached ashes, and allows the same to remain and to obstruct such river, stream, creek or brook, shall incur a penalty of not more than twenty dollars nor less than twenty cents for each day during which such obstruction remains there, over and above all damages resulting therefrom.

Refuse
causing
obstruc-
tion.

Penalty.

Amende.

Excep-
tion.

Cependant, si l'obstruction s'est produite sans malice, de bonne foi, ou dans l'exercice d'un droit, la personne qui l'a produite n'est pas sujette à l'amende ni au dommage, à moins qu'elle n'ait été mise en demeure de faire disparaître l'obstruction dans un délai raisonnable. S. R. 1941, c. 98, a. 51.

Nevertheless, if the obstruction be caused without malicious intent, in good faith or in the exercise of a right, the person causing the same shall not be liable to any fine or damages unless upon failure to remove the obstruction after notice and within a reasonable time. R. S. 1941, c. 98, s. 51.

Ex-
ception.

Domma-
ges causés
aux ou-
vrages.

Peine.

52. Quiconque détériore, endommage ou détruit des chaussées, glissoirs, jetées, estacades, écluses ou autres ouvrages destinés à faciliter le flottage et la descente des bois, est passible d'une amende de deux dollars au moins ou de vingt dollars au plus, ou d'un emprisonnement de deux jours au moins, ou de dix jours au plus, à défaut de paiement, dans la prison commune du district où l'infraction a été commise, en sus de tous les dommages en résultant. S. R. 1941, c. 98, a. 52.

Poursui-
tes.

53. Sauf les dispositions du paragraphe 4 ci-après, les poursuites en recouvrement des amendes ou pénalités imposées en vertu de la présente section, ainsi que des dommages s'ils ne dépassent pas vingt-cinq dollars, peuvent être intentées devant un ou deux juges de paix ayant juridiction dans l'endroit où l'infraction a été commise.

Domma-
ges au
delà de
\$25.

Lorsque les dommages dépassent le montant de vingt-cinq dollars, la poursuite est intentée, suivant le montant, devant la Cour de magistrat ou la Cour supérieure du district judiciaire où les dommages ont été causés. S. R. 1941, c. 98, a. 53; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

§ 4.—De la protection des ponts

Précau-
tions.

54. Tout propriétaire de billes ou autres bois de commerce, qui en opère ou fait opérer la descente sur les rivières flottables de cette province, doit placer un nombre suffisant d'hommes à chaque pont construit à trois pieds ou moins de trois pieds au-dessus de la ligne des eaux hautes, par où doit passer ledit bois, et prendre toutes autres précautions nécessaires pour empêcher les dommages qui peuvent être causés.

Peines.

A défaut de telles précautions, le propriétaire du bois dont la descente a causé des dommages à un pont ou l'a emporté, est—en sus des recours qu'il peut y avoir contre lui—passible d'une amende de dix à cinquante dollars et des frais, et, à défaut de paiement de l'amende et des frais, d'un emprisonnement d'un mois. S. R. 1941, c. 98, a. 54.

52. Whosoever injures, damages or destroys any dam, slide, apron, boom, gate-lock or other work intended to facilitate the driving or passage of timber shall be liable to a fine of not more than twenty dollars nor less than two dollars, or, on failure to pay such fine, to imprisonment for not less than two days nor more than ten days in the common gaol of the district in which the offence was committed, over and above all damages resulting therefrom. R. S. 1941, c. 98, s. 52.

Dam-
aging,
dams, etc.

Penalty.

53. Saving the provisions of subdivision 4 hereafter, prosecutions for the recovery of fines or penalties imposed by this division, as well as of damages, if they do not exceed twenty-five dollars, may be brought before one or two justices of the peace of the place where the offence was committed.

Prosecu-
tions, etc.

When the damages exceed twenty-five dollars, the suit shall be brought, according to the amount, before the Magistrate's Court or the Superior Court of the district in which the damages were caused. R. S. 1941, c. 98, s. 53; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Damages
over \$25.

§ 4.—Protection of Bridges

54. Every owner of logs or other merchantable timber who drives or has the same driven down the floatable rivers of this Province, shall station a sufficient number of men at every bridge, built three feet or less than three feet above high-water mark, under which the said timber must pass, or shall take other precautions necessary to prevent any damage which might be caused.

Precau-
tions.

If no such precautions be taken, the owner of the timber the driving or floating down of which has damaged or carried away such bridge shall (in addition to whatever recourse there may be against him) be liable to a penalty of not less than ten nor more than fifty dollars, and costs, or to imprisonment for one month in default of payment thereof. R. S. 1941, c. 98, s. 54.

Penalty.

Prescription.

55. Toute poursuite pour infraction à l'article 54 peut être intentée par le propriétaire du pont emporté ou endommagé, dans les trois mois de la contravention et non après.

Tribunal.

Cette poursuite peut être intentée devant la Cour de magistrat ayant juridiction à l'endroit où l'infraction a été commise. S. R. 1941, c. 98, a. 55; 1-2 Eliz. II, c. 29, a. 17.

55. Every suit for infringement of section 54 may be instituted, by the owner of the bridge so carried away or damaged, within three months from the date of such infringement, and not afterwards.

Prescription.

Such suit may be brought before the Magistrate's Court having jurisdiction at the place where the offence was committed. R. S. 1941, c. 98, s. 55; 1-2 Eliz. II, c. 29, s. 17.

Court.

SECTION VII

DE LA CONSTRUCTION ET DU MAINTIEN DE RÉSERVOIRS POUR L'EMMAGASINEMENT DE L'EAU DES LACS, ÉTANGS, RIVIÈRES ET COURS D'EAU

Emmagasinement des eaux.

56. Sujet aux dispositions de la présente section, des autres lois générales ou spéciales, et aux conditions qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, il est permis de tenir emmagasinées en toutes saisons les eaux des lacs, étangs, rivières et cours d'eau, dans le but de les conserver pour en régulariser le débit, soit par leurs émissaires naturels ou par des dérivations, et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques, et, pour cet objet, de construire et de maintenir les chaussées, barrages, écluses, accessoires et autres travaux nécessaires ou utiles. S. R. 1941, c. 98, a. 56.

DIVISION VII

THE CONSTRUCTION AND MAINTENANCE OF RESERVOIRS FOR THE STORAGE OF THE WATER OF LAKES, PONDS, RIVERS AND STREAMS

56. Subject to the provisions of this division, of other special and general acts and to any conditions the Lieutenant-Governor in Council may be pleased to determine, it shall be allowed to keep stored up, in all seasons, the waters of lakes, ponds, rivers and streams, with the object of conserving them so as to regulate their flow, either by their natural outlets or by a deviation therefrom, and thus to ensure a uniform supply to water-works systems and mills, and a constancy of hydraulic power, and, for that object, to construct and maintain dams, dikes, embankments and accessories and other necessary or useful works. R. S. 1941, c. 98, s. 56.

Storage of water.

Approbation des plan et devis.

57. 1. Nul ouvrage visé par l'article 56, dont la construction ou le maintien nécessitent la prise de possession ou l'occupation de propriété publique ou privée ou affectent l'une ou l'autre de ces propriétés ou des droits publics ou privés d'une manière préjudiciable, soit par le refoulement des eaux, soit autrement, ne peut être construit ni maintenu à moins que les plan et devis s'y rapportant ne soient préalablement approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

57. (1) No work mentioned in section 56 of which the construction or maintenance necessitates the taking possession or occupation of any public or private property, or prejudicially affects either of such properties, or any rights, public or private, either by the backing up of the water or otherwise, may be constructed or maintained unless the plan and specifications relating thereto have previously been approved by the Lieutenant-Governor in Council.

Approval of plan, etc.

Approbation périodique.

Si l'ouvrage pour lequel l'approbation visée par l'alinéa précédent a été obtenue n'est pas effectué dans un délai de deux années de la date de l'approbation, celle-ci est périmée de plein droit, à moins que le lieutenant-gouverneur en conseil n'ait prolongé ce délai.

If the work for which the approval contemplated by the preceding paragraph has been obtained be not effected within a delay of two years from the date of the approval, the latter shall lapse *pleno jure*, unless the Lieutenant-Governor in Council have extended such delay.

Lapsing of approval.

Démolition.

2. Si un tel ouvrage est construit sans cette approbation, ou si, après avoir été

(2) If any such work be constructed without such approval, or if, after having

Demolition.

construit, il n'est pas entretenu conformément aux plan et devis qui ont été ainsi approuvés, la démolition de l'ouvrage et la remise des terrains publics ou privés dans l'état originaire, ou dans un état s'y rapprochant le plus possible, peuvent être ordonnés, sur action ordinaire, par tout tribunal compétent, à la poursuite de la couronne ou de tout intéressé, selon que le terrain pris, occupé ou affecté est propriété publique ou privée, sans préjudice de tout autre recours légal. S. R. 1941, c. 98, a. 57.

been constructed, it be not kept up in accordance with the plans and specifications which have been so approved, the demolition of such work and the restoration of such lands, either public or private, to their original condition or to a condition as nearly as possible approaching thereto, may be ordered, by any court of competent jurisdiction, upon an ordinary action instituted by the Crown or by any interested party, according as the land taken, occupied or affected is public or private property, without prejudice to any other recourse at law. R. S. 1941, c. 98, s. 57.

Prévention de dommages.

58. Nonobstant les dispositions du paragraphe 2 de l'article 57, dans le cas où tel ouvrage, affectant la propriété publique, a été construit sans cette approbation, ou si, après approbation, cet ouvrage n'est pas construit ou entretenu conformément aux plan et devis approuvés, il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des richesses naturelles à ouvrir ou à faire ouvrir les écluses, vannes, pales, pelles ou autres dispositifs d'évacuation des eaux de l'ouvrage et à prendre les mesures nécessaires pour que ces dispositifs restent ouverts pendant le temps qu'il prescrit, le tout de manière à faire cesser l'inondation ou l'empiètement ainsi causé sur la propriété publique. S. R. 1941, c. 98, a. 58; 9 Geo. VI, c. 32, a. 13.

58. Notwithstanding the provisions of subsection 2 of section 57, in the case of any such work affecting public property, which has been constructed without such approval, or if, after such approval, such work has been constructed or maintained in accordance with the plans and specifications approved, the Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Natural Resources to open or cause to be opened the dams, sluice-ways, flood-gates, water-gates or other apparatus to empty the water from such work, and to take the necessary measures to keep such apparatus open during the time he prescribes, the whole so as to put an end to the flooding or the encroachment so caused upon such public property. R. S. 1941, c. 98, s. 58; 9 Geo. VI, c. 32, s. 13.

Prevention of damage.

Requête.

59. La corporation, société ou personne qui se propose de construire un tel ouvrage doit s'adresser par requête au lieutenant-gouverneur en conseil et transmettre la requête au ministre des richesses naturelles, avec des plan et devis et un mémoire indiquant:

59. Any corporation, partnership or person intending to construct any such work must apply by petition to the Lieutenant-Governor in Council, and forward such petition to the Minister of Natural Resources, with a plan, specifications and a memorandum showing:

Petition.

Contenu.

1° La désignation du terrain où sera construit l'ouvrage projeté;

2° La superficie, la désignation et la nature des terrains ainsi que les autres droits qui seront affectés par le refoulement des eaux;

3° La superficie du bassin drainé par le lac, l'étang, la rivière ou le cours d'eau, et leurs tributaires, qui seront affectés;

4° La nature et le coût approximatif de l'ouvrage projeté;

(1) The description of the land where the proposed work will be constructed;

(2) The area, the description and the nature of the lands, as well as the other rights which will be affected by the backing up of the water;

(3) The area of the basin drained by the lake, the pool, the river or the stream and the tributaries thereof which will be affected;

(4) The nature and approximate cost of the proposed work;

Contents.

5° L'augmentation du volume d'eau qui en résultera;

6° La quantité totale du débit et du volume d'eau que produiront le lac, l'étang, la rivière ou le cours d'eau ainsi améliorés. S. R. 1941, c. 98, a. 59; 9 Geo. VI, c. 32, a. 14.

(5) The increase in the volume of water which will result therefrom;

(6) The total quantity of the flow, and of the volume of water which such lake, pool, river or stream so improved will produce. R. S. 1941, c. 98, s. 59; 9 Geo. VI, c. 32, s. 14.

Droits des particuliers.

60. Si quelque partie des terres ou droits pris, occupés ou affectés, appartient à un particulier, il doit de plus:

60. If any part of the lands or rights taken, occupied or affected belong to an individual, it shall likewise be obligatory to,—

Individual owner.

Dépôt des plans et devis.

1° Être déposé un double ou une copie des plan et devis mentionnés à l'article 59, au bureau d'enregistrement et de la division d'enregistrement où l'on a l'intention de faire les travaux, où il pourra être examiné par toute personne pendant les heures de bureau;

(1) Deposit a duplicate or a copy of the plan and specifications mentioned in section 59 at the registry office of the registration division where it is intended to carry on the work, where they may be examined by any person during office hours; and

Deposit of plan, etc.

Avis.

2° Être donné avis, conformément à la formule 3, de la demande et du dépôt des plan et devis, par annonce publiée une fois dans la *Gazette officielle de Québec*, et, en outre, dans la localité où l'on se propose de faire les travaux, en la manière dont y sont publiés les avis publics municipaux; toutefois, dans le cas où les travaux doivent être faits dans un territoire non encore organisé, l'avis dans la *Gazette officielle de Québec* suffit. S. R. 1941, c. 98, a. 60.

(2) Give a notice, in accordance with form 3, of the application and of the deposit of such plan and specifications, by advertisement published once in the *Quebec Official Gazette*, and also in the locality where it is intended to carry on the work, in the manner in which municipal public notices are there published; however, when the work has to be carried on in a territory not yet organized, the notice in the *Quebec Official Gazette* shall suffice. R. S. 1941, c. 98, s. 60.

Notice.

Approbation.

61. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut approuver purement et simplement tous plan et devis qui lui sont transmis pour approbation en vertu de la présente section ou les approuver en y apportant les modifications et conditions qu'il juge opportunes ou utiles, ou en refuser l'approbation. S. R. 1941, c. 98, a. 61.

61. The Lieutenant-Governor in Council may approve, purely and simply, any plan and specifications submitted for approval under this division, or may approve them subject to such modifications and conditions as he may deem useful or expedient, or may refuse to approve them. R. S. 1941, c. 98, s. 61.

Approval.

Expropriation.

62. S'il est indispensable, pour la construction et le maintien d'un tel ouvrage, de prendre et d'occuper une partie quelconque d'une propriété particulière, ou si l'ouvrage doit avoir pour effet de submerger une propriété particulière ou d'affecter autrement d'une manière préjudiciable une telle propriété ou quelque autre droit privé, il doit être procédé, à défaut d'entente, à l'expropriation du terrain strictement nécessaire et, dans tous les cas, à l'estimation des dommages causés par la construction et le maintien de l'ouvrage.

62. If it be indispensable, for the construction and maintenance of any such work, to take or occupy any part whatever of a private property, or if such work must have the effect of flooding or otherwise prejudicially affecting such property or any other private right, proceedings must be taken, failing an agreement, for the expropriation of the land absolutely necessary, and, in every case, for the appraisal of the damages caused by the construction or the maintenance of the work.

Expropriation.

Limita-
tion.

L'expropriation en vertu du présent article ne peut avoir lieu que pour la construction et le maintien d'un ouvrage destiné, seul ou avec d'autres ouvrages, à alimenter une chute ou un rapide d'une puissance naturelle moyenne d'au moins deux cents chevaux, ou un aqueduc pour fins domestiques ou industrielles, et ne doit, en aucun cas, être exercée au préjudice d'une industrie déjà établie, d'un aqueduc alimentant, en tout ou en partie, une municipalité, ou d'un privilège accordé par une loi particulière. S. R. 1941, c. 98, a. 62.

No expropriation may be held under this section, save for the construction or maintenance of a work which is intended, either alone or with other works, to supply a fall or a rapid giving a natural power of at least two hundred horsepower, or a water-works system for domestic or industrial purposes, and may not, in any case, be held to the prejudice of any industry already established, of a water-works system supplying, either wholly or partially, a municipality, nor of any privilege granted by a special act. R. S. 1941, c. 98, s. 62.

Limita-
tion.Conces-
sion de
terrains.

63. Si la construction et le maintien d'un tel ouvrage rendent nécessaires la prise de possession et l'occupation des terres publiques, ou si l'ouvrage doit avoir pour effet de submerger ou d'affecter autrement d'une manière préjudiciable de telles terres ou quelque autre droit de la province, il doit, préalablement à la construction, être obtenu du lieutenant-gouverneur en conseil, en sus de l'approbation visée par l'article 61, moyennant un loyer annuel ou une autre rémunération, une concession des terrains et des droits publics qui seront pris, occupés ou affectés. S. R. 1941, c. 98, a. 63.

63. If the construction and maintenance of any such work necessitate the taking possession or occupation of any public lands, or if such work must have the effect of flooding or otherwise prejudicially affecting such public lands or any other right of the Province, it shall be necessary to obtain from the Lieutenant-Governor in Council, in advance, in addition to the approval referred to in section 61, in consideration of an annual rental or other remuneration, a concession of the lands or the public rights which will be so taken, occupied or affected. R. S. 1941, c. 98, s. 63.

Conces-
sion of
lands.Utilisa-
tion des
ouvrages
de flotta-
ge.

64. Le propriétaire des ouvrages construits et maintenus pour faciliter le flottage du bois conformément aux dispositions de la section V de la présente loi peut les utiliser, avec ou sans modifications, aux fins d'emmagasiner en toutes saisons les eaux pour quelqu'un des objets énumérés dans l'article 56, en se conformant aux prescriptions de la présente section, laquelle s'applique ensuite à ces ouvrages, ainsi qu'à la corporation, société ou personne qui en est propriétaire ou possesseur ou qui l'exploite, comme si l'ouvrage avait été originairement construit pour l'emmagasinement des eaux en toutes saisons. S. R. 1941, c. 98, a. 64.

64. The owner of any work constructed or maintained to facilitate the driving of timber in accordance with the provisions of division V of this act, may make use thereof—with or without any alterations—for the purpose of storing the water at all seasons for any of the objects set out in section 56, on compliance with the provisions of this division, which shall thereafter apply to such work as well as to the corporation, partnership or person owning, possessing or operating the same, as if such work had been originally constructed for the storage of water in all seasons. R. S. 1941, c. 98, s. 64.

Use of
timber
driving
works.Tarif des
péages.

65. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, sur le rapport du ministre des richesses naturelles, à la requête de la corporation, société ou personne qui est propriétaire ou possesseur de, ou qui exploite un réservoir formé par quelque

65. The Lieutenant-Governor in Council may, on the report of the Minister of Natural Resources, on the petition of any corporation, partnership or person owning, possessing or operating a reservoir formed by any work coming within the

Tariff of
tolls.

	ouvrage visé par l'article 56, établir un tarif déterminant le montant que devra payer périodiquement toute autre corporation, société ou personne audit propriétaire ou possesseur ou à la personne qui exploite le réservoir, pour l'usage qu'elle fera de toute quantité d'eau emmagasinée qui excède le volume qu'auraient fourni le lac, l'étang, la rivière ou le cours d'eau si l'ouvrage n'avait pas été construit.	scope of section 56, establish a tariff fixing the amount which any other corporation, partnership or person must pay periodically to the said owner or possessor of or person operating such reservoir, for the use it may make of any quantity of water stored in excess of the volume which such lake, pool, river or stream would have furnished if such work had not been constructed.
Base des tarifs.	Ce tarif doit être basé sur la valeur totale de l'ouvrage et des améliorations, sur le coût d'entretien et sur toute autre considération qui peut être trouvée juste et équitable.	Such tariff shall be based on the total value of the work and improvements, on the cost of maintenance and on any other consideration which may be deemed just and equitable. Basis.
Frais.	Toutes les dépenses encourues en vue d'arriver à déterminer ledit tarif sont à la charge de la personne qui en fait la demande. S. R. 1941, c. 98, a. 65; 9 Geo. VI, c. 32, a. 15.	All expenses incurred with a view to arrive at and fix the said tariff shall be at the charge of the person applying therefor. R. S. 1941, c. 98, s. 65; 9 Geo. VI, c. 32, s. 15. Expenses.
Tarif d'honoraires.	66. Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire, amender ou abroger tout tarif d'honoraires qu'il estime juste en ce qui regarde l'approbation des plan et devis soumis en vertu de l'article 59 et les examens et études trouvés nécessaires. S. R. 1941, c. 98, a. 66.	66. The Lieutenant-Governor in Council may make, amend or repeal any tariff of fees, as he may deem just, in regard to the approval of plans and specifications submitted under section 59, and the examination and study found necessary. R. S. 1941, c. 98, s. 66. Tariff of fees.
Acquisition par le gouvernement.	67. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, en tout temps, lorsqu'il le juge dans l'intérêt public, acquérir à l'amiable tout ouvrage tombant sous le coup de la présente section.	67. The Lieutenant-Governor in Council may, at any time, when he deems it in the public interest, acquire by agreement any work coming within the scope of this division. Government acquisition.
Budget.	Le prix d'acquisition de tel ouvrage, ainsi que les frais d'achat, sont payés sur les fonds votés par la Législature pour cet objet. S. R. 1941, c. 98, a. 67.	The purchase price of such work, as well as the costs of such purchase, shall be taken out of the funds which are voted for that purpose by the Legislature. R. S. 1941, c. 98, s. 67. Price.

SECTION VIII

DES REDEVANCES ET CONTRIBUTIONS

Redevances et contributions.	68. Pour l'année civile 1946 et pour chaque année subséquente, a) tout détenteur de forces hydrauliques du domaine public de la province doit payer au ministre des richesses naturelles une redevance additionnelle de quinze cents par mille kilowatt-heures d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques; b) tout propriétaire de forces hydrauliques situées dans la province doit payer au ministre des richesses naturelles une
------------------------------	--

DIVISION VIII

CONTRIBUTIONS AND CHARGES

	68. For the civil year 1946 and for each subsequent year, (a) Every holder of hydraulic powers of the public domain shall pay to the Minister of Natural Resources an additional charge of fifteen cents per thousand kilowatt-hours of electricity generated and derived from such hydraulic powers; (b) Every owner of hydraulic powers situated within the province shall pay to the Minister of Natural Resources a	Contributions and charges.
--	---	----------------------------

Restrictions.	contribution de quinze cents par mille kilowatt-heures d'électricité générée et provenant de ces forces hydrauliques;	contribution of fifteen cents per thousand kilowatt-hours of electricity generated and derived from such hydraulic powers;	Restrictions.
Date d'exigibilité.	Les dispositions des paragraphes <i>a</i> et <i>b</i> ne s'appliquent pas aux corporations municipales, ni aux coopératives d'électricité formées en vertu de la Loi de l'électrification rurale (9 George VI, chapitre 48), ni à un organisme agissant comme agent de la couronne, ni au détenteur ou propriétaire de forces hydrauliques d'une puissance naturelle de moins de dix mille chevaux au débit ordinaire de six mois.	The provisions of paragraphs <i>a</i> and <i>b</i> shall not apply to municipal corporations nor to electricity cooperatives formed in virtue of the Rural Electrification Act (9 George VI, Chapter 48), nor to any organization acting as an agent of the Crown, nor to any holder or proprietor of waterpowers of a natural output of less than ten thousand horse-power per six months.	Date of exigibility.
Remise de contributions.	Les contributions et redevances prévues au présent article sont exigibles le premier août de chaque année.	The contributions and charges provided for in this section shall be exigible on the first of August of each year.	Remission of contributions.
Réduction de contribution.	Le ministre des richesses naturelles doit, dès leur réception, remettre le produit de ces contributions au ministre du revenu, qui les verse dans le fonds consolidé du revenu. 10 Geo. VI, c. 21, a. 3 (<i>partie</i>); 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 13.	The Minister of Natural Resources shall, upon reception, remit the proceeds of such contributions to the Minister of Revenue, who shall pay them into the consolidated revenue fund. 10 Geo. VI, c. 21, s. 3 (<i>part</i>); 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 13.	Reduction in contribution.
Rapport accompagnant paiement.	69. La contribution qu'un détenteur ou un propriétaire de forces hydrauliques doit verser au fonds consolidé du revenu en vertu du paragraphe <i>a</i> ou du paragraphe <i>b</i> de l'article 68 est réduite, chaque année, d'un montant égal à celui qu'il a payé en taxes scolaires pour l'année scolaire finissant le 30 juin 1946. 10 Geo. VI, c. 21, a. 18; 11 Geo. VI, c. 32, a. 8; 9-10 Eliz. II, c. 8, a. 17.	69. The contribution which a holder or owner of hydraulic powers must pay to the consolidated revenue fund in virtue of paragraph <i>a</i> or of paragraph <i>b</i> of section 68 is reduced, each year, by the amount equal to that which he has paid in school taxes for the school year ending on the 30th of June, 1946. 10 Geo. VI, c. 21, s. 18; 11 Geo. VI, c. 32, s. 8; 9-10 Eliz. II, c. 8, s. 17.	Report accompanying payment.
Pouvoir d'enquête.	70. Le paiement desdites contributions et redevances doit être accompagné d'un rapport sous serment du gérant général, du secrétaire ou du trésorier du débiteur qui les verse, ou de ce dernier, établissant le total des kilowatt-heures d'électricité générée durant l'année dans ses usines situées dans la province.	70. The payment of the said contributions and charges must be supported by a sworn report of the general manager, of the secretary or of the treasurer of the debtor effecting such payment, or of the debtor himself, establishing the total kilowatt-hours of electricity generated during the year in his plants situated in this province.	Inquiry.
	Le ministre des richesses naturelles peut, par lui-même ou par toute personne qu'il désigne ou par tous moyens qu'il juge convenables, s'enquérir de l'exactitude de ces rapports et à cette fin il a, ainsi que ses délégués, droit de libre accès aux livres, factures, estimés, états et autres archives de ces détenteurs et propriétaires et peut exiger de leurs officiers et employés tous les renseignements propres à établir l'exactitude des rapports. 10 Geo. VI, c. 21, a. 20 (<i>partie</i>).	The Minister of Natural Resources may, by himself or by any person whom he designates and by all means he deems proper, inquire into the accuracy of such reports and, for such purpose, he, as well as the persons delegated by him, have a right of free access to the books, invoices, estimates, accounts and other records of such holders and owners, and may demand from their officers and employees all the information necessary to establish the accuracy of the reports. 10 Geo. VI, c. 21, s. 20 (<i>part</i>).	

FORMULES

1.—(Article 8)

Avis de la demande des plans et devis

Avis est donné au public, conformément à l'article 8 de la Loi du régime des eaux, que M.

de la

de

dans le comté de

se propose de demander l'autorisation de faire faire (*indiquer ici la nature des travaux*) sur le cours d'eau qui borde, (longe ou traverse, *selon le cas*,) le lot (*désignation du terrain*).

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain (*ou les terrains, selon le cas*,) qui seront affectés par le refoulement des eaux, a été transmise au ministre des richesses naturelles, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de

à

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signature.)

requérant.

S. R. 1941, c. 98, formule 1; 9 Geo. VI, c. 32, a. 16.

FORMS

1.—(Section 8)

Application and Notice of Deposit of Plans and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Watercourse Act, that Mr.

of the

of

, of the county of , intends to apply for authorization to have constructed (*state here the nature of the work*) on the watercourse which borders upon (runs along or passes across, *as the case may be*) lot (*description of land*).

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications of such work, showing the site chosen for the construction thereof and the land (*or lands, as the case may be*) which will be affected by the backing up of the water, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of at

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

(Signature.)

Petitioner.

R. S. 1941, c. 98, form 1; 9 Geo. VI, c. 32, s. 16.

2.—(Article 35)

Avis de la demande du dépôt des plan et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la Loi du régime des eaux, que de la de dans le comté de se propose de faire les travaux (*indiquer ici la nature des travaux*) à (*désignation de la localité*).

2.—(Section 35)

Notice of Application and Deposit of Plan and Specifications

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Watercourse Act, that of , of the county of , intends to execute the following work (*state here the nature of the work*), at (*designate the locality*).

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin accompagnée des plan et devis indiquant la nature de l'ouvrage (*ou de l'amélioration, selon le cas*), et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des richesses naturelles, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de

à

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signature.)

requérant,

S. R. 1941, c. 98, formule 2; 9 Geo. VI, c. 32, a. 17.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work or of the improvement (*as the case may be*), and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of

at

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

(Signature.)

Petitioner.

R. S. 1941, c. 98, form 2; 9 Geo. VI, c. 32, s. 17.

3.—(Article 60)

Avis de la demande du dépôt des plan et devis

Avis est donné au public conformément à l'article 60 de la Loi du régime des eaux, que M.

de la

de

dans le comté de

se propose de faire faire (*indiquer ici la nature des travaux*), pour l'emmagasinement en toute saison des eaux de (*indiquer ici de quel lac, étang, rivière ou cours d'eau il s'agit*), dans le but de les conserver pour en régulariser le débit et d'assurer ainsi l'uniformité d'alimentation aux aqueducs et aux usines et la constance des forces hydrauliques.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plan et devis indiquant l'emplacement de ces travaux et le (*ou les, terrains, selon le cas*), qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des richesses naturelles, et qu'un duplicata de ces plan et devis a été déposé au bureau de la division d'enregistrement de

à

3.—(Section 60)

Notice of Application and Deposit of Plan and Specifications

Public notice is hereby given in accordance with section 60 of the Watercourse Act, that

of

in the county of

intends

to execute the following work (*state here the nature of the work*), to store at all seasons the waters of (*here indicate the lake, pool, river or stream in question*), with the object of conserving them so as to regulate their flow, and thus to ensure a uniform supply to waterworks systems and to mills, and a constancy of hydraulic power.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the site and the nature of the work or of the improvement (*as the case may be*), and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Natural Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the registry office of the registration division of

at

La demande d'autorisation contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

(Signature.)

requérant.

S. R. 1941, c. 98, formule 3; 9 Geo. VI,
c. 32, a. 18.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

(Signature.)

Petitioner.

R. S. 1941, c. 98, form 3; 9 Geo. VI,
c. 32, s. 18.